

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**












---

**Fourniture et livraison de papiers pour l'Université  
de Reims Champagne-Ardenne**

---

**Université de Reims Champagne-Ardenne**  
2 avenue Robert Schuman  
51100 Reims

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Fourniture et livraison de papiers pour l'Université de Reims Champagne-Ardenne
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	3
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	4
1.5 - Conditions d'exécution des bons de commande .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
4 - Durée et délais d'exécution .....	5
4.1 - Durée du contrat .....	5
4.2 - Reconduction .....	6
5 - Prix.....	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
5.2 - Modalités de variation des prix.....	6
5.3 - Clause de sauvegarde.....	6
6 - Garanties Financières.....	6
7 - Avance .....	7
7.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	7
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	7
8 - Modalités de règlement des comptes .....	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	7
8.3 - Délai global de paiement .....	8
8.4 - Paiement des cotraitants .....	8
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
10 - Constatation de l'exécution des prestations.....	8
11 - Gestion des déchets.....	9
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	9
13 - Pénalités.....	9
13.1 - Pénalités de retard.....	9
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	9
13.3 - Pénalité pour travail dissimulé.....	9
13.4 - Pénalité relative au site web marchand.....	9
13.5 - Pénalité pour non-respect du conditionnement.....	9
13.6 - Pénalité pour non-respect des dimensions des palettes .....	10
14 - Assurances .....	10
15 - Clauses environnementales.....	10
15.1 - Ecolabels.....	10
16 - Résiliation du contrat.....	10
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	10
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	11
17 - Règlement des litiges et langues.....	11
18 - Dérogations.....	11

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la fourniture et la livraison de papiers pour l'Université de Reims Champagne -Ardenne.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

### Lieu(x) d'exécution :

Sur tous les sites de l'Université de Reims Champagne-Ardenne

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 Lots :

Lots	Désignation
01	Papiers d'impression et d'écriture blancs A4 et A3
02	Papiers colorés et blancs dédiés numériques et papiers création, différents formats.
03	Papiers bobines pour traceurs

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

## 1.5 - Conditions d'exécution des bons de commande

Le délai maximal d'exécution des bons de commande sera :

Lots	Désignation	Délais de livraison
1	Papiers d'impression et d'écriture blancs A4 et A3	2 jours ouvrés maximum au RDC
		3 jours ouvrés maximum à l'étage
2	Papiers colorés et blancs dédiés numériques et papiers création, différents formats.	2 jours ouvrés maximum au RDC
		3 jours ouvrés maximum à l'étage
3	Papiers bobines pour traceurs	3 jours ouvrés maximum au RDC
		4 jours ouvrés maximum à l'étage

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires ou validé par un agent bénéficiant d'un compte « approbateur » ou « administrateur ».

Par dérogation aux stipulations de l'article 13.1.2 du C.C.A.G. F.C.S., pour les commandes transmises via le site web marchand mis à disposition par le titulaire, le délai d'exécution de chaque bon de commande, part de la date de validation de la commande par le niveau « approbateur » sur le site de commande en ligne mis à disposition de l'établissement par le titulaire. Cette date constitue la date de notification au sens de l'article 2 du C.C.A.G. F.C.S..

Par dérogation aux stipulations de l'article 13.1.2 du C.C.A.G. F.C.S., pour les commandes qui ne sont pas transmises via le site web marchand mis à disposition par le titulaire, le délai d'exécution de chaque bon de commande, part de la date d'émission du bon de commande figurant sur ce dernier, augmentée de deux jours.

Toutefois, le point de départ du délai de livraison est la date de réception du bon de commande par le titulaire si celle-ci est postérieure à la date d'émission du bon de commande, augmentée de deux jours.

Dans ce cas, il appartient au titulaire d'administrer la preuve de la date de réception de la commande.

Dans tous les cas, le délai d'exécution de chaque bon de commande expire à la date de livraison au(x) service(s) demandeur(s) du contenu du bon de commande dans sa totalité.

Dans tous les cas, par dérogation aux dispositions de l'article 13.3 du C.C.A.G. F.C.S., outre les hypothèses du fait de l'établissement ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, une prolongation du délai de livraison peut également être demandée par le titulaire pour tout motif dûment motivé par ce dernier.

Dans ce cas, la demande de prolongation est effectuée par le titulaire dans les conditions fixées à l'article 13.3.2 du C.C.A.G. F.C.S..

Dans le cadre des stipulations de l'article 13.3.3 du C.C.A.G. F.C.S., lorsque le titulaire demande une prolongation du délai d'exécution des prestations, si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans un délai de 15 jours à compter la date de réception de la demande du titulaire, il est réputé avoir rejeté la demande de prolongation, sauf dans les cas prévus aux deuxième et troisième alinéas de l'article 13.3.3 du C.C.A.G. F.C.S..

Dans le cas où les délais, éventuellement prolongés, ne seraient pas respectés, les pénalités prévues à l'article 14.1 du présent C.C.A.P. s'appliquent.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- L'offre technique et financière du titulaire
- Le catalogue des prix du fournisseur

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Durée et délais d'exécution**

### **4.1 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 7 mois.

L'accord-cadre est conclu à compter du 01/05/2026 jusqu'au 31/12/2026.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## 4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lots	Formules
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010763802 (n) / 010763802 (o))$
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010763802 (n) / 010763802 (o))$
03	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010763802 (n) / 010763802 (o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lots	Code	Libellé
01	010763802	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.1 – Pâte à papier, papier et carton
02	010763802	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.1 – Pâte à papier, papier et carton
03	010763802	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.1 – Pâte à papier, papier et carton

### 5.3 - Clause de sauvegarde

En cas d'augmentation supérieure à 5% des prix révisés selon les modalités mentionnées à l'article 5.2 ci-dessus, par rapport aux prix communiqués lors de la réponse à l'appel d'offres, le représentant légal de l'établissement se réserve la possibilité de résilier unilatéralement et sans indemnité le marché, par dérogation aux dispositions de l'article 32 du C.C.A.G. F.C.S..

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

### 7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 8 - Modalités de règlement des comptes

### 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture.
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture.
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture.
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement.
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux.
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés.

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire.

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture.

11° Le cas échéant, les modalités de règlement.

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

13° Le lieu d'exécution.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19511296600799

- Numéro d'engagement juridique : 4500XXXXXX

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

#### Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

#### Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

## **10 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **10.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG-FCS.



## **10.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

## **11 - Garantie des prestations**

Aucune garantie n'est prévue.

## **12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **13 - Pénalités**

### **13.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 10 % du prix de la commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **13.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **13.3 - Pénalité relative à la mauvaise exécution**

Lorsque les modalités d'exécution ou de livraison sont non-conformes aux dispositions des clauses du présent marché, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par constatation et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 10 % du prix de la commande.

### **13.4 - Pénalité relative au site web marchand**

Si le délai contractuel de mise à disposition de l'outil de commande en ligne sécurisé (site web marchand) mentionné par le titulaire dans l'annexe 3 à l'acte d'engagement est dépassé du seul fait du titulaire, ou en cas d'indisponibilité de l'outil tel que défini par le titulaire dans l'annexe 3 à l'acte d'engagement imputable au titulaire, l'établissement se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant, par jour ouvré, est calculé comme suit :

- anomalie de niveau 1 : bloquante 30 € HT maximum
- anomalie de niveau 2 : grave 15 € HT maximum
- anomalie de niveau 3 : mineure 5 € HT maximum

Les niveaux de gravité sont déterminés par l'établissement pour chaque anomalie, après consultation du titulaire.

Les pénalités éventuellement dues font l'objet d'un titre de recette émis par l'établissement à l'égard du titulaire.

### **13.5 - Pénalité pour non-respect du conditionnement**

Les emballages des produits doivent comporter soit directement, soit par étiquettes, les éléments permettant l'identification précise du contenu et du service ayant passé la commande.

Pour les papiers impression-écriture livrés en rame ou ramette, ainsi que pour les papiers destinés à la reprographie, le sens de fabrication doit être indiqué s'il y a lieu.

Concernant le lot N°2, toutes les ramettes, rames ou cartons conditionnés en amalgame sur une même palette, devront être identifiés visuellement (l'orientation des références papier visible de l'extérieur de la palette) dans le but de simplifier le contrôle de la livraison n'obligeant pas à déconditionner la palette, ni à faire patienter le livreur le temps du contrôle des marchandises.

Le non-respect du conditionnement concernant le lot N°2 entraînera une pénalité de 50 € HT par palette non conforme).

### **13.6 - Pénalité pour non-respect des dimensions des palettes**

Pour une bonne gestion des espaces de stockage de l'université : il est nécessaire que les palettes aient des dimensions inférieures ou égales à 1200 X 800 mm.

Le non-respect de ces dimensions de palettes entraînerait l'incapacité d'acheminer les marchandises jusqu'au lieu de stockage prévu, une pénalité de 50 € HT par palette non conforme sera appliquée.

## **14 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **15 - Clauses environnementales**

Le présent contrat comporte des obligations environnementales régies par les dispositions du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

Le Pouvoir Adjudicateur travaille actuellement sur la réduction du nombre de commandes émises et sur la réduction du nombre de livraison. La mise en place de ce dispositif devrait intervenir durant l'exécution du marché, c'est pourquoi l'annexe 2 à l'Acte d'Engagement « Bordereau des Prix Unitaires » fait état de deux tarifications distinctes.

Ce principe de mutualisation a déjà commencé pour certains services et composantes qui commandent actuellement un minimum de deux palettes de papier par commande.

### **15.1 - Ecolabels**

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat, le titulaire devra disposer du/des écolabel(s) suivant(s) ou équivalent(s):

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable définis aux articles 1.2 à 1.4 du CCTP.

Les critères écolabel officiel ou équivalents, les labels de gestion durable des forêts ou équivalents ainsi que la conformité des produits (cf. article 1.2 à 1.4 du CCTP) auront un impact sur la notation concernant le développement durable. Une attention particulière sera portée sur le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat en termes de développement durable et de dispositions environnementales.

Lorsque le titulaire ne dispose pas du label exigé ou d'un label équivalent, le pouvoir adjudicateur accepte tout moyen de preuve approprié. Il revient alors au titulaire de prouver que les prestations sont conformes au label. Il peut produire à cet effet un tableau comparatif entre la solution proposée et le label, un rapport de test ou encore le dossier technique d'un fabricant. A défaut de production d'un document prouvant l'équivalence, ou si la comparaison n'est pas probante, l'équivalence n'est pas reconnue.

## **16 - Résiliation du contrat**

### **16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.

1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

## **16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **17 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **18 - Dérogations**

- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.3 du CCAP déroge à l'article 16.2.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services